

**CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES  
DU PAS-DE-CALAIS**

**C.C.A.P**



*CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES*

**LOCATION ET MAINTENANCE DE FONTAINES A EAU SUR  
RESEAU**

**MARCHE N° AC/2026/FONTAINES**

**POUVOIR ADJUDICATEUR**

**CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU PAS-DE-CALAIS**

**RUE DE BEAUFFORT**

**62 015 ARRAS CEDEX**

Cahier des Clauses Administratives Particulières .....	1
Article 1 : Dispositions communes .....	4
1.1 Objet de l'accord-cadre .....	4
1.2 Mode de passation et forme de l'accord-cadre .....	4
1.3 Parties contractantes .....	4
Article 2 : Durée de l'accord-cadre .....	4
Article 3 : Pièces constitutives de l'accord-cadre.....	4
3.1 Pièces particulières .....	5
3.2 Pièces générales.....	5
Article 4 : Description des prestations.....	5
4.1 Prestations de location-maintenance .....	5
4.2 : Prestations ponctuelles.....	6
4.3 : Montant de l'accord Cadre .....	6
4.4 Emission des bons de commande.....	7
Article 5 : Clause environnementale et obligation de résultat .....	8
5.1 Clause environnementale.....	8
5.2 Obligation de résultat.....	8
Article 6 : Modalités d'exécution des prestations .....	8
6.1 Contenu général de l'exécution de l'accord-cadre.....	8
6.2 Correspondant technique .....	9
6.3 Planning d'intervention du Titulaire .....	9
6.4 Livraison des équipements – délai d'exécution.....	9
6.5 Installation et mise en service des équipements .....	10
6.6 Obligation de discrétion .....	10
Article 7 : Maintenance des installations.....	11
7.1 Nature et étendue de la maintenance .....	11
7.2 Période d'intervention .....	11
7.3 Prestations de maintenance préventive .....	11
7.4 Prestations de maintenance corrective .....	12
7.5 Rapport d'intervention.....	14
7.6 Constat d'anomalies.....	15
7.7 Garantie .....	15
Article 8 : Prix .....	15
8.1 Type du marché .....	15
8.2 Contenu des prix .....	15
Article 9 : Variation dans les prix.....	16
9.1 Mois d'établissement des prix.....	16
9.2 Révision des prix .....	16
Article 10 : Modalités de règlement .....	17

10.1 Location maintenance.....	17
10.2 Prestations ponctuelles à bon de commandes .....	17
10.3 Présentation des demandes de paiement .....	18
10.4 Délais de paiement -Nantissement .....	18
Article 11 : Clause de réexamen.....	19
11.1 Clause de réexamen pour suppression ou ajout de prestations de location-maintenance.....	19
11.2 Clause de réexamen pour modification des prestations .....	19
Article 12 : Vérification des prestations et décisions après vérifications .....	20
Article 13 : Délais d'exécution.....	21
Article 14 : Pénalités.....	22
14.1 Pénalités de retard d'exécution du marché .....	22
14.2 Pénalités pour non-respect des délais d'intervention.....	22
14.3 Pénalités pour mauvaise exécution.....	22
14.4 Pénalités pour non-respect des délais de remise en service .....	23
14.5 Pénalités pour non-respect de la clause environnementale .....	23
Article 15 : Résiliation.....	23
Article 16 : Assurance – Responsabilité .....	24
Article 17 : Sous-traitance.....	24
Article 18 : Règlement des litiges .....	24
Article 19 : Dérogations au CCAG-FCS .....	24

## Article 1 : Dispositions communes

### 1.1 Objet de l'accord-cadre

L'objet du présent accord-cadre concerne les prestations de location et de maintenance de fontaines à eau sur réseau pour les besoins de la Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### 1.2 Mode de passation et forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre fait l'objet d'une procédure adaptée conformément aux dispositions du 1° de l'article R2123-1 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique, il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire et exécuté au moyen de bons de commande émis par l'Organisme.

### 1.3 Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

- **D'une part**, la Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais désignée dans le présent CCAP par l'expression "Organisme" représentée par son Directeur, M. Jean-Jacques PION ;

- **D'autre part**, l'entreprise, ou le groupement solidaire d'entreprises, Titulaire du marché, désigné dans le présent CCAP par l'expression "le Titulaire".

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur est le Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais.

## Article 2 : Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre sera exécutoire dès sa notification et prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> juin 2026. L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un (1) an à compter de sa date d'effet et pourra être expressément reconduit trois fois pour la même période soit une durée maximale de quatre (4) ans.

Dans l'hypothèse où l'Organisme souhaiterait reconduire l'accord-cadre, il devra, au moins 90 jours francs avant la date d'échéance de l'accord-cadre, informer par lettre recommandée avec avis de réception le titulaire de la reconduction expresse.

## Article 3 : Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes ; elles prévalent les unes contre les autres en fonction de leur ordre et ce en cas de contradiction entre elles :

### 3.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement (AE) du Titulaire accepté par l'Organisme ainsi que ses annexes 1 (le Bordereau des Prix Unitaires B.P.U.) et 2 (Engagements sur les délais)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Organisme fait seul foi
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe (Liste des fontaines) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Organisme fait seul foi
- Le mémoire technique du Titulaire dont la description de sa gamme de maintenance validée par l'Organisme
- Attestation de conformité sanitaire (ACS) concernant le traitement des eaux : l'ensemble des matériaux mis en œuvre doivent disposer d'une Attestation de Conformité Sanitaire (ACS) délivrée par l'un des organismes agréés auprès de la Direction Générale de la Santé dans le cadre de *l'arrêté du 29 mai 1997 relatif aux matériaux et objets utilisés dans les installations fixes de production, de traitement et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine* :
  - Produits de revêtement intérieur, extérieur
  - Produits des zones de jointage des tuyaux et des raccords
  - Les élastomères des joints d'étanchéité (avec ou sans inserts métalliques)
  - Les produits (peintures) de réparation
  - Pâte lubrifiante pour le montage des joints

### 3.2 Pièces générales

- Les documents applicables sont ceux en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois mo) tel que défini à l'acte d'engagement.
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés des organismes de Sécurité sociale du régime général
- Le Code de la Commande publique
- Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), arrêté du 19 janvier 2009, exception faite des dérogations indiquées à l'article 19 ci-après,
- Le Cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations de maintenance, objet du marché.

## **Article 4 : Description des prestations**

### 4.1 Prestations de location-maintenance

La prestation de location-maintenance (de 34 fontaines pour la première année) débute à la date d'effet du marché pour une durée de 11 mois, aux prix renseignés dans le BPU (Annexe 1 de l'acte d'engagement).

Pour la première période du marché : la décision de notification de l'accord-cadre a valeur de bon de commande des prestations de location-maintenance de 34 fontaines au Titulaire.

Les années suivantes : un bon de commande sera établi auprès du Titulaire pour lui indiquer les prestations et les quantités nécessaires pour l'année. Le bon de commande est prévu pour une durée de 12 mois.

### **Prestations de mise en service des fontaines couvrant :**

- La location, la livraison, l'installation et la mise en service des équipements dont les caractéristiques techniques sont définies dans le CCTP
- La reprise des fontaines au terme de l'accord-cadre : le Titulaire s'engage à assurer le retrait de toutes ses fontaines sans aucun coût supplémentaire pour l'Organisme dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date de fin du marché

### **Location "Tout compris" dépannages, consommables, pièces, main d'œuvre et déplacements compris couvrant :**

- La maintenance préventive des fontaines par le Titulaire dans les conditions et selon la périodicité définie au présent CCAP et au CCTP
- Toutes interventions (sans limitations de nombre et de durée) de maintenance corrective et curative (tout compris pièces, main d'œuvre et déplacement) des fontaines par le Titulaire dans les conditions définies au présent CCAP, au CCTP, et dans l'Annexe 2 "Engagements sur les délais" de l'Acte d'engagement du Titulaire,
- La fourniture et le remplacement de l'intégralité des pièces de rechange, des pièces détachées, des pièces d'usure, des éléments à durée de vie limitée (filtres etc...), consommables, des outillages et ingrédients nécessaires
- La mise à disposition obligatoire d'un équipement équivalent en cas d'indisponibilité d'une fontaine dans les conditions de l'article 7.4.4 du présent CCAP

## **4.2 : Prestations ponctuelles**

Prestations « tout comprises » comprenant toutes les dépenses nécessitées par l'exécution des prestations :

- Changement d'un filtre
- Déménagement et réinstallation d'une fontaine à eau dans le département du Pas-de-Calais entre 2 sites de l'Organisme ou sur le même site de l'Organisme : Dans le cas d'un déménagement, il pourra être procédé au déplacement d'une fontaine, à la demande de l'Organisme. Le Titulaire disposera d'un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande par le Titulaire pour procéder au déplacement et à la réinstallation de la fontaine.
- La Location-maintenance d'une fontaine supplémentaire en cours d'exécution de l'accord-cadre (les prestations de location-maintenance à la charge du Titulaire sont définies à l'article 4.1 du présent CCAP)
- Prestation de retrait d'une fontaine à eau du parc de la CAF du Pas-de-Calais (à venir chercher, retirer du site et remettre en état initial)
- Prestation de modification de l'évacuation des eaux des fontaines (et récupération du bidon si présence)

## **4.3 : Montant de l'accord Cadre**

Les prestations sont susceptibles de varier dans les limites suivantes :

L'accord-cadre est conclu sans minimum.

L'accord-cadre est conclu avec un montant maximum de 89 999.99 € HT, pour la durée du marché (reconductions comprises).

## 4.4 Emission des bons de commande

4.4.1 Pour la prestation de location-maintenance (de 34 fontaines pour la première année) débute à la date d'effet du marché pour une durée de 11 mois, aux prix renseignés dans le BPU (Annexe 1 de l'acte d'engagement).

Pour la première période du marché : la décision de notification de l'accord-cadre a valeur de bon de commande des prestations de location-maintenance de 34 fontaines au Titulaire.

Les années suivantes : un bon de commande sera établi auprès du Titulaire pour lui indiquer les prestations et les quantités nécessaires pour l'année. Le bon de commande est prévu pour une durée de 12 mois.

4.4.2 Chaque prestation définie à l'article 4.2 du présent CCAP et listée dans le BPU, est effectuée à la demande de l'Organisme après notification d'un bon de commande au Titulaire.

4.4.3 Pour l'ensemble des prestations du BPU : les bons de commande sont établis par l'Organisme sur la base des prix du BPU.

La prestation devra être réalisée dans les délais fixés à l'article 13 du présent CCAP.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du présent accord-cadre : le Titulaire devra alors en continuer l'exécution, même si celle-ci se poursuit au-delà du terme du marché, sans toutefois pouvoir excéder de plus de 3 mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Les prestations sont réalisées sur la base du bon de commande signé par le Directeur (ou son délégataire) de l'Organisme. Aucune prestation ne sera réalisée sans l'accord préalable de l'Organisme sous la forme d'un bon de commande. Toute livraison exécutée sans émission d'un bon de commande dûment signé par le représentant de la Caf du Pas-de-Calais ne pourra donner lieu à règlement.

Les bons de commande seront transmis par courrier, télécopie ou courriel. Ils comporteront les mentions suivantes :

- L'identité de l'Organisme
- La référence du marché
- Le n° et la date du bon de commande
- Le délai d'exécution des prestations
- La description des prestations
- Le(s) lieu(x) d'intervention
- Le prix unitaire HT
- Le montant total HT et TTC
- Le nom et la signature de la personne responsable de la commande.

Une annexe détaillée jointe au bon de commande rappellera :

- Les jours et horaires d'ouverture
- La personne à contacter sur place
- Les modalités d'intervention et de livraison.

## **Article 5 : Clause environnementale et obligation de résultat**

### **5.1 Clause environnementale**

La Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais a décidé de faire application des dispositions des articles L2112-2 et L2112-3 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause environnementale obligatoire.

Les conditions d'exécution de l'accord-cadre comportent des éléments à caractère environnemental. Ces conditions sont décrites à l'article 4 du CCTP.

#### **Les modalités de contrôle :**

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de la clause environnementale pour laquelle le Titulaire s'est engagé.

A la demande de la Caisse d'Allocation Familiale du Pas-de-Calais, le Titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

En tout état de cause, le Titulaire doit, dès leur survenance, informer l'Organisme par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer l'exécution de la clause environnementale.

Dans ce cas, la Caisse d'Allocation Familiale du Pas-de-Calais étudiera avec le Titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

### **5.2 Obligation de résultat**

Le Titulaire est tenu à une obligation de résultat envers l'Organisme selon les modalités définies au CCTP et à l'article 7.4.4 du présent CCAP.

Quelles que soient les circonstances, le Titulaire recherchera de façon continue l'organisation optimale pour assurer une qualité de service et est tenu de mettre en œuvre l'organisation et les moyens nécessaires tant en matériel qu'en personnel pour effectuer les prestations et notamment respecter les délais suivants :

- Les délais de mise en service des fontaines,
- Les délais fixés pour les interventions sur signalement de panne,
- Les délais de remise en service des équipements.

## **Article 6 : Modalités d'exécution des prestations**

### **6.1 Contenu général de l'exécution de l'accord-cadre**

Le Titulaire assume la livraison, l'installation et la mise en service des équipements.

Le Titulaire se charge d'assurer la maintenance préventive et corrective des fontaines, et l'approvisionnement en pièces de rechange, pièces détachées, pièces d'usure, éléments à durée de vie limitée (filtres etc...), consommables, outillages et ingrédients nécessaires



dans des conditions propres à permettre une utilisation optimale des installations sans interruption prolongée.

## 6.2 Correspondant technique

Selon les modalités définies à l'article 3 du CCAG-FCS, le Titulaire informe l'Organisme de la désignation d'un correspondant dont il lui indique le nom. **Cet interlocuteur est le responsable du bon déroulement du marché.** Il est le représentant du Titulaire auprès de l'Organisme. Il a un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du Titulaire.

## 6.3 Planning d'intervention du Titulaire

**Dans le délai de 3 semaines suivant la notification du marché, les dates d'intervention du Titulaire sont mises au point en concertation avec l'Organisme dans un planning définitif des interventions de maintenance préventive du Titulaire pour la première année d'exécution du marché.** Ce planning est remis à jour chaque année.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier cette planification pour des motifs d'organisation interne et d'en informer le Titulaire au plus tard 48 heures avant la date d'intervention prévue. En revanche, le Titulaire est tenu de respecter le planning définitif des interventions de maintenance préventive qui a été arrêté. Dans l'hypothèse exceptionnelle où un événement empêche le Titulaire de réaliser une prestation aux dates et heures arrêtées, il doit en aviser immédiatement le Pouvoir adjudicateur, et motiver précisément la raison de l'empêchement.

Pour les sites du siège d'Arras et le site Calais, la date de maintenance semestrielle des fontaines d'un même site restera celle du planning même si un ou plusieurs décalages s'opèrent avec le remplacement de fontaines.

## 6.4 Livraison des équipements – délai d'exécution

### **6.4.1 Livraison des équipements**

Les fontaines livrées et installées par le Titulaire seront neuves (offre de base) ou reconditionnées (variante).

La livraison est effectuée franco de port et d'emballage dans les délais et les sites définis dans l'Annexe "Liste des fontaines" du CCTP.

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du Titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité. Les fontaines sont déchargées, mis à l'abri dans les locaux désignés par l'Organisme et montés à l'étage le cas échéant.

Un bordereau de livraison est signé par l'Organisme.

Avant installation et mise en service des équipements, un représentant de l'Organisme s'assurera de la conformité des équipements livrés avec les équipements effectivement commandés (référence du produit, type de matériel).

Les équipements livrés par erreur sont alors repris aux frais du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à livrer les équipements commandés par l'Organisme sans préjudice des pénalités de retard qui sont susceptibles de s'appliquer.

#### **6.4.2 Le bordereau de livraison**

Les équipements livrés seront accompagnés d'un bordereau de livraison.

Ce bordereau devra être déposé sur les équipements et devra être facilement identifiable et accessible. En aucun cas il ne devra se trouver à l'intérieur d'un carton.

Ce bordereau de livraison devra mentionner :

- La référence du marché,
- La date d'expédition,
- L'identification du fournisseur,
- La quantité commandée, la quantité livrée et, le cas échéant la quantité restant à livrer, les références des équipements.

#### **6.5 Installation et mise en service des équipements**

L'installation et la mise en service sont effectuées par le Titulaire sous sa responsabilité et sans supplément de prix dans les locaux de l'Organisme selon les dispositions du CCTP.

Cette installation et mise en service concernent les équipements décrits au CCTP.

La mise en service de l'intégralité des fontaines (renouvellement du parc actuel) devra être réalisée impérativement pour le 1er juin 2026 au plus tard. En tout état de cause, le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à respecter les dates de mise en service des équipements fixées.

Les mises en service sont notifiées au directeur de l'Organisme qui en accuse réception.

Selon les circonstances, le délai de mise en service peut faire l'objet d'un sursis ou d'une prolongation de délai.

#### **6.6 Obligation de discrétion**

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-FCS, relatives aux obligations de confidentialité et aux mesures de sécurité, sont applicables au présent contrat. Le Titulaire se soumet à toutes les obligations résultant pour lui de leur application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires à la protection du secret.

Le personnel du Titulaire est tenu à une obligation générale et absolue de non-divulgence des informations recueillies dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent contrat.

Le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de ses prestations a reçu communication à titre secret ou confidentiel de renseignements, documents, techniques, méthodes, procédés ou objets quelconques appartenant à l'Organisme ou aux occupants du site, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de l'émetteur ou de l'Organisme, être communiqués à d'autres personnes. En cas de non-respect de cette obligation, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages – intérêts auxquels l'Organisme ou la personne affectée peut prétendre.

## Article 7 : Maintenance des installations

### 7.1 Nature et étendue de la maintenance

Le Titulaire de l'accord-cadre garantit que les interventions de maintenance permettent de rendre le matériel apte à remplir les fonctions définies dans le CCTP ou dans la documentation technique.

La maintenance du matériel comprend, les interventions nécessaires à l'Organisme en cas de fonctionnement défectueux de l'un quelconque des éléments faisant l'objet du marché, ainsi que l'entretien préventif comprenant la fourniture des pièces de rechange, des pièces détachées, des éléments à durée de vie limitée (filtres etc...), des consommables, des pièces d'usure, outillages et ingrédients nécessaires.

La maintenance comprend également les modifications apportées au matériel à l'initiative du Titulaire.

Les actions de maintenance préventive et corrective sont précisées dans le CCTP dans le présent CCAP et dans la gamme de maintenance du Titulaire.

Par dérogation à l'article 10.1.4 du CCAG-FCS, la maintenance couvre également la livraison ou l'échange des fournitures consommables ou d'accessoires.

Le Titulaire est seul responsable de la gestion des fournitures, pièces et matériels. Il ne pourra arguer du fait qu'il ne dispose pas des pièces et fournitures pour retarder une prestation qu'elle soit préventive ou corrective.

### 7.2 Période d'intervention

Les interventions de maintenance et de dépannage du Titulaire s'effectuent à l'intérieur des plages horaires suivantes :

Site d'intervention	Jour et plage horaires d'intervention
Arras, Calais, Lens, Carvin, Bruay-la-Buissière, Saint-Omer, Boulogne-s-Mer, Béthune	<b>Lundi au vendredi de 8h00 à 16h00</b> Pas d'intervention week-end et jours fériés
SM Etaples	<b>Mardi au samedi de 8h00 à 16h00</b> Pas d'intervention dimanche, lundi et jours fériés

Une demande d'intervention peut être demandée par l'Organisme en dehors de ces périodes d'intervention, mais conformément à l'article 27.2.1 du CCAG-FCS, le décompte du délai imparti au Titulaire pour répondre à une demande d'intervention ne court que pendant les périodes d'intervention définies ci-dessus.

### 7.3 Prestations de maintenance préventive

- La maintenance préventive objet du présent accord-cadre recouvre les opérations de maintenance préventive systématique et les opérations de maintenance préventive conditionnelle concernant le remplacement des pièces détachées, pièces d'usure, éléments à durée de vie limitée (filtres etc...), consommables, outillages et ingrédients nécessaires.

D'une manière générale, les interventions du Titulaire ne doivent pas perturber le bon fonctionnement de l'Organisme et être réalisées avec tous les moyens nécessaires en vue de réduire au maximum leur durée.

Seules les interventions n'engendrant aucune gêne pourront être exécutées pendant les horaires habituels de fonctionnement des sites. Pour les interventions risquant d'occasionner une gêne, l'entreprise interviendra en dehors de ces horaires. Les prix de l'accord-cadre sont réputés tenir compte de cette obligation.

#### **7.3.1. Objet et contenu de la maintenance préventive systématique**

Les visites de maintenance préventive ont pour objet d'assurer un fonctionnement régulier et normal des installations, de conserver le niveau de sécurité et de réduire les risques de pannes. Le Titulaire s'engage à effectuer lors de chaque visite de maintenance toutes les opérations dues au titre du présent marché, imposées par la réglementation et décrites dans sa gamme de maintenance.

Le Titulaire s'engage à effectuer toutes les opérations dues au titre du présent marché.

#### **7.3.2. Objet et contenu de la maintenance préventive conditionnelle**

Les interventions effectuées au titre de la maintenance préventive conditionnelle et qui résultent notamment des constatations faites lors des visites systématiques ont pour objet le maintien en état de fonctionnement des matériels ou équipements.

#### **7.3.3 Fréquence des interventions de maintenance préventive**

**Pour l'intégralité des sites :** le Titulaire s'engage à effectuer une visite de maintenance préventive semestrielle, par équipement. En aucun cas l'intervalle entre deux visites ne peut être supérieur à six mois.

### **7.4 Prestations de maintenance corrective**

#### **7.4.1 Nature et étendue des interventions correctives**

Les interventions correctives concernent l'ensemble des interventions que le Titulaire effectue à la demande de l'Organisme après la défaillance ou la dégradation des fonctions des équipements afin de leur permettre d'accomplir, au moins provisoirement leur fonction initiale.

Dans le cadre des interventions correctives, le Titulaire doit exécuter les prestations suivantes :

- Intervention sur site après appel du représentant de l'Organisme.
- Le Titulaire localise la panne et formule son diagnostic.
- Le cas échéant, le Titulaire opère une maintenance palliative. On entend par maintenance palliative l'ensemble des mesures correctives destinées à permettre au système d'accomplir provisoirement tout ou partie de sa fonction. A cette fin, le Titulaire prend toute mesure provisoire propre à assurer une remise en marche de l'équipement.
- Le Titulaire opère une maintenance curative. On entend par intervention curative toutes les activités de maintenance corrective ayant pour objet de rétablir l'équipement dans son état de fonctionnement normal propre à garantir le confort d'utilisation et la sécurité des usagers. A cette fin, le Titulaire procède au remplacement de toutes les pièces défectueuses.
- Le Titulaire s'assure du bon fonctionnement de l'appareil par une phase de test.

#### **7.4.2 Demandes d'intervention du Titulaire en cas de panne**

Lors de la survenance d'une panne d'origine accidentelle ou involontaire, le représentant de l'Organisme prend contact avec le Titulaire.

Le Titulaire s'engage à maintenir un centre d'appel téléphonique où il sera possible d'appeler un agent responsable en mesure d'intervenir dans les délais pour procéder à tout dépannage dans la plage horaire d'intervention mentionnée à l'article 7.2 du présent CCAP. Les demandes d'intervention sont adressées, par téléphone au centre d'appel du Titulaire. La délivrance d'un numéro pour l'intervention sollicitée, par le centre d'appel, atteste de la demande de l'Organisme. Cette demande réalisée par l'Organisme a valeur de bon de commande de la prestation de maintenance corrective.

La réception de la demande par le centre d'appel du Titulaire emporte démarrage du délai d'intervention et de remise complète en fonction à l'identique. Les jours et heures de début et de fin d'indisponibilité sont fixées contradictoirement par les parties au marché, sur le bon d'intervention.

A réception de la demande, le Titulaire intervient dans les délais fixés. Ce délai court à compter de la demande. Les interventions sur site se déroulent conformément aux jours et horaires définis au marché.

#### **7.4.3 Lieu d'intervention**

Les interventions de dépannage et de maintenance corrective ont lieu sur le site de l'Organisme.

Les prestations de maintenance couvrent si le matériel est défectueux ne peut être réparé sur site et nécessite, pour être réparé, un retour en atelier, le remplacement systématique, la livraison et l'installation d'un matériel équivalent.

Ce matériel restant sous la responsabilité du Titulaire, il lui appartient de souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tout risque de détérioration. La remise de l'élément défaillant au Titulaire s'effectue dans les locaux de l'Organisme. La maintenance comprend la livraison et l'installation dans les locaux de l'Organisme des matériels réparés dans les ateliers du Titulaire.

#### **7.4.4 Indisponibilité des équipements**

Un équipement est déclaré indisponible, lorsque sans faute de l'Organisme ou sans acte de malveillance sur le matériel, et en dehors des travaux de maintenance préventive, son usage est rendu impossible par le fonctionnement défectueux d'un organe ou d'un dispositif qui y est inclus.

A cette fin, lors de l'intervention de diagnostic, si la réparation définitive n'est pas immédiatement réalisable, le Titulaire prend toutes mesures palliatives propres à assurer un fonctionnement provisoire de l'appareil dans les conditions de sécurité exigées par la réglementation.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à une remise en service dans les délais suivants :

##### **– Pour une maintenance sur le site**

24 heures ouvrées à compter de la réception de la demande d'intervention par le Titulaire.

Si la remise en service sur le site engendre une mise hors service du matériel de plus de 16 heures à compter de la réception de la demande d'intervention initiale de l'Organisme par le Titulaire, le Titulaire s'engage à remplacer le matériel, à ses frais, par un matériel équivalent répondant aux mêmes caractéristiques techniques dans un délai de quarante-huit heures à compter de la réception de la demande d'intervention initiale de l'Organisme par le Titulaire. L'indisponibilité cesse lorsque l'élément concerné est remis en état de marche ou remplacé par un matériel identique.

#### **– Pour une maintenance chez le Titulaire**

Dans le cas où compte tenu de la complexité de la panne ou de l'indisponibilité d'une pièce, il n'est pas possible d'effectuer sur place les réparations, le Titulaire s'engage à remplacer le matériel, à ses frais, par un matériel équivalent répondant aux mêmes caractéristiques techniques, dans un délai de quarante-huit heures à compter de la réception de la demande d'intervention initiale de l'Organisme par le Titulaire, par dérogation à l'article 14.2.2 du CCAG-FCS.

L'indisponibilité cesse lorsque l'élément concerné est remis en état de marche ou remplacé par un matériel identique.

Le Titulaire doit informer l'Organisme avant la fin des délais, s'ils risquent de ne pas être respectés. L'Organisme peut, de façon exceptionnelle, compte tenu de circonstances particulières, décider d'accorder un délai supplémentaire. En dépit de cette prolongation, les obligations du Titulaire demeurent inchangées.

Ces délais de remise en service et de remplacement par un matériel équivalent constituent une obligation de résultat à la charge du Titulaire.

En cas d'impossibilité de remise en état dans les délais et de non mise à disposition par le Titulaire d'un matériel équivalent dans les conditions du présent CCAP, le Pouvoir Adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire dans les conditions de l'article 36 du CCAG-FCS et de l'article 14 du présent CCAP.

### **7.5 Rapport d'intervention**

A chaque opération de maintenance corrective et préventive, l'Organisme est informé par le Titulaire par tout moyen de son choix.

Un rapport d'intervention mentionne :

- L'heure et la date du signalement (pour les interventions de maintenance corrective)
- La date et l'heure d'intervention
- Le matériel objet de la maintenance
- L'opération réalisée
- La durée d'intervention
- La date et l'heure de remise en fonction complète du matériel
- L'intervenant
- Les pièces ou consommables remplacés

## 7.6 Constat d'anomalies

Le Titulaire est tenu d'informer par écrit l'Organisme de toute anomalie qu'il aurait observé sur les installations dont il a la charge, sauf à engager sa responsabilité, toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur. Il établit pour chaque constat une fiche descriptive mentionnant le type d'anomalie constatée, les actions entreprises ou qu'il convient d'entreprendre pour y remédier, les conséquences si aucune action n'était engagée et transmet, le cas échéant, le devis détaillé.

## 7.7 Garantie

Lorsque le matériel est sous garantie, le Titulaire prendra toute disposition en accord avec le constructeur/installateur du matériel pour assurer la coordination des diverses interventions et le respect de ses propres obligations. Le Titulaire assurera la perte de garantie constructeur consécutive à une mauvaise intervention de sa part.

# **Article 8 : Prix**

## 8.1 Type du marché

Les prestations sont rémunérées :

- A prix unitaire

## 8.2 Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont établis hors TVA.

Les prix unitaires sont des prix unitaires complets qui couvrent toutes les dépenses nécessitées par l'exécution des prestations.

Le prix est réputé comprendre toutes les dépenses nécessaires au complet achèvement des prestations y compris toutes les dépenses de main d'œuvre, fournitures et transport nécessaires, les frais de déplacement et d'hébergement, les frais correspondant à l'obligation de résultat et tous les frais généraux, les bénéfices, les charges sociales et fiscales et taxes diverses ainsi que les risques d'accident personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations, de sorte qu'aucun supplément ou plus – value de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter, et notamment :

-Les frais de transport, de livraison et d'installation des équipements aux lieux prévus conformément aux dispositions du marché,

-La mise en service des équipements concernés et leur intégration dans la configuration prévue,

-La reprise des équipements loués au terme du marché, le Titulaire s'engage à assurer le retrait de toutes ses fontaines sans aucun coût supplémentaire pour l'Organisme dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date de fin du marché.

Les prix unitaires seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

## Article 9 : Variation dans les prix

Les prestations sont rémunérées par application d'un prix révisable.

### 9.1 Mois d'établissement des prix

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois qui précède celui fixé pour la date limite de remise des offres (voir règlement de la consultation) ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Si la date limite de remise des offres est reportée au cours de la même consultation, la base de réputation des prix, « mois zéro », sera celle correspondant à la date fixée initialement pour la date limite de remise des offres.

### 9.2 Révision des prix

Les prestations listées dans l'Annexe 1 "le Bordereau des Prix Unitaires B.P.U." de l'acte d'engagement sont rémunérées par application d'un prix unitaire révisable.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

#### 9.2.1 Révision des prix

Les prix de l'accord-cadre sont définitifs, réputés fermes la première année, puis révisables à la date d'anniversaire de l'accord cadre, par application de la formule de révision ci-dessous La révision se fera aussi bien à la hausse qu'à la baisse.

#### 9.2.2 Formule de révision des prix

La valeur révisée des prestations (Pn) s'obtiendra au moyen de la formule suivante

$$P_n = P_o [0,10 + 0,90 \{ 0,85 (I_{CHTrevTS} / I_{CHTrevTS_o}) + 0.15 (FSD2 / FSD2_o) \}]$$

Dans laquelle :

Pn = Prix de règlement

Po = Prix d'origine

ICTrevTS= dernier indice définitif « Salaires, revenus et charges sociales - Coût du travail – Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés – Industries mécaniques et électriques » (identifiant n° 001565183) publié par l'INSEE au mois de révision du prix.

ICTrevTS<sub>o</sub> = Indice « Salaires, revenus et charges sociales - Coût du travail – Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés – Industries mécaniques et électriques » (identifiant n° 001565183) publié par l'INSEE du mois d'établissement du prix, puis indice utilisé lors de la précédente révision.

FSD 2 = dernier indice définitif des frais et services divers – modèle de référence 2 publié par le moniteur au mois de révision du prix.

FSD 2<sub>o</sub> = indice des frais et services divers – modèle de référence 2 publié par le moniteur du mois d'établissement du prix, puis indice utilisé lors de la précédente révision.

A chaque révision successive, ICTrevTS et FSD2 deviendront respectivement ICTrevTS<sub>o</sub> et FSD2<sub>o</sub>.

A chaque révision successive, Pn devient Po.



### **9.2.3 Clause de sauvegarde**

Dans la mesure où les prix ainsi révisés dans les conditions ci-dessus, viendraient à dépasser le seuil de 5 % d'augmentation annuel par rapport aux prix précédemment pratiqués, la Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais se réserve le droit de résilier unilatéralement l'accord-cadre sans indemnité, par dérogation aux articles 29 et 31 du CCAG-FCS.

## **Article 10 : Modalités de règlement**

### **10.1 Location maintenance**

Les prestations de location et de maintenance décrites dans le présent accord-cadre sont payables trimestriellement à terme échu à réception de la facture.

Les prix unitaires seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Le paiement s'effectuera après service rendu et approbation des visites de maintenance par l'Organisme et après contrôle du respect de la périodicité des visites de maintenance préventive. Pour validation du service rendu, le Titulaire devra avoir transmis les rapports d'intervention correspondants.

En cas de circonstances exceptionnelles (par exemple sursis de livraison accordée par l'Organisme), lorsque des équipements sont installés en cours de trimestre postérieurement au 1er juin 2026, le ou les prix unitaires correspondants pour le trimestre concerné sont calculés au prorata temporis (de la durée réelle de la période de location-maintenance correspondante).

### **10.2 Prestations ponctuelles à bon de commandes**

Les prestations supplémentaires notamment définies à l'article 4.2 du présent CCAP et au BPU feront l'objet de facturations distinctes et seront réglées sur présentation de la facture spécifique établie après l'exécution et l'admission de la prestation conformément à la commande établie et notifiée au Titulaire. La remise de la facture s'effectuera après l'exécution de chaque prestation.

Les prestations seront rémunérées sur la base des prix du Bordereau des prix unitaires, payables après service rendu, approbation des prestations et après contrôle du respect du délai d'exécution.

Le paiement des prestations pourra s'effectuer par des acomptes, dans le respect de la réglementation en vigueur et des conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Cas particulier de Location-maintenance d'une fontaine supplémentaire en cours d'exécution de l'accord-cadre : la période de location des fontaines commandées et installées en cours d'exécution de l'accord-cadre débute à la date de mise en service des fontaines et les prestations de location et de maintenance relatives sont payables trimestriellement à terme échu à réception de la facture (prix calculés au prorata temporis en cas de mise en service en cours de trimestre).

### 10.3 Présentation des demandes de paiement

Le Titulaire émet les factures et les envoie au siège social de l'Organisme.

Les factures seront établies en un original et adressées à l'adresse postale suivante :

**CAF du Pas-de-Calais,  
A l'attention du Service Achats,  
Rue de Beaufort, 62 015 ARRAS CEDEX.**

Elles porteront les mentions légales et les indications suivantes :

- Les noms et adresse du Titulaire
- Le n° de son compte bancaire ou postal (IBAN)
- La description de la prestation et le lieu d'exécution
- La référence du matériel objet de la location-maintenance
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total HT et TTC à verser compte tenu des prestations effectuées
- La date.

L'Organisme accepte ou rectifie la demande de paiement du Titulaire dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS de façon à arrêter le montant de la somme à régler.

Lorsqu'il modifie le montant de la demande de paiement, l'Organisme notifie au Titulaire le montant arrêté.

### 10.4 Délais de paiement -Nantissement

#### **10.4.1 Délais de paiement**

Les paiements s'effectueront par virements selon la réglementation en vigueur. Sous réserve des conditions fixées par le présent CCAP et par le Code de la commande publique, les délais sont de 30 jours au maximum.

#### **10.4.2 Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire et du sous-traitant payé directement selon les modalités fixées par le Code de la commande publique.

#### **10.4.3 Nantissement**

En vue du régime de nantissement, est désigné comme comptable assignataire le Directeur Comptable et financier de l'Organisme.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-59 du code de la commande publique est le Directeur de l'Organisme.

## **Article 11 : Clause de réexamen**

### **11.1 Clause de réexamen pour suppression ou ajout de prestations de location-maintenance**

La CAF du Pas-de-Calais peut, en cours de marché, fermer un ou plusieurs de ses bâtiments compris dans l'accord-cadre et/ou en acquérir de nouveau. Les prestations de location-maintenance des fontaines à eau des bâtiments concernés seront donc ajoutées ou supprimées.

Dans ce cas, l'Organisme informera le Titulaire du marché par écrit, dans un délai de 30 jours calendaires avant la date de fermeture définitive du site ou d'ouverture d'un nouveau site.

L'Organisme peut mettre en œuvre la clause de réexamen par une décision unilatérale, matérialisée par un courrier, dans un délai de 30 jours calendaires avant la date de fermeture définitive du site ou d'ouverture d'un nouveau site.

Les prix unitaires seront appliqués aux quantités réellement exécutées, pour la période exécutée. Lorsque le site est retiré en cours de mois, le prix correspondant au site supprimé est alors calculé au prorata temporis.

Le Titulaire ne pourra réclamer aucune indemnité au titre de la suppression des prestations.

Le Titulaire est informé que cette clause devrait a minima être activée en cours de marché, lors du déménagement du siège de la CAF du Pas-de-Calais situé à Arras, prévu courant 2028.

### **11.2 Clause de réexamen pour modification des prestations**

L'Organisme se réserve la possibilité de modifier les prestations initialement prévues dans l'accord-cadre notamment dans les cas suivants :

- Travaux réalisés dans les locaux
- Emménagement dans un nouveau site
- Modification des occupants ou de leur nombre
- Crise sanitaire
- Evolution de la réglementation

Les modifications concernent également :

- Changement de gamme, de type d'équipement
- Changement de processus : maintenance de système de mise à disposition d'eau sans location
- Changement de fréquence de maintenance préventive
- Changement du nombre de fontaine en dehors de toute fermeture de site

Le prix des prestations est déterminé comme suit :

Communication par le prestataire de son tarif public. Le Titulaire justifie par tout moyen l'équivalence des conditions économique entre les prestations modifiées/ajoutées et les prestations analogues au contrat notamment par la communication de son taux marge.

En tout état de cause, les prestations modifiées/ajoutées sont conformes aux spécifications fonctionnelles prévues au présent contrat.

A chacun de ces changements, une modification au marché sera établie et formalisée par voie d'avenant.

Le Titulaire est informé que cette clause est notamment susceptible d'être actionnée lors de l'emménagement au sein du nouveau siège de la CAF du Pas-de-Calais par la mise en place d'un système de mise à disposition d'eau différent de celui actuellement utilisé par l'Organisme (tireuse à eau, fontaine murale...).

## **Article 12 : Vérification des prestations et décisions après vérifications**

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, dans les conditions prévues aux articles 22 et 23.1 du CCAG-FCS, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du présent marché.

A l'issue des opérations de vérification, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions de l'article 25 du CCAG-FCS.

## Article 13 : Délais d'exécution

Le Titulaire s'engage à respecter les délais suivants.

Prestation	Délais	Point de départ du délai
Délai de mise en service des équipements	Délai renseigné par le Candidat dans l'Annexe 4 "Engagements sur les délais" de l'Acte d'engagement  La mise en service de l'intégralité des fontaines devra être réalisée pour le 1er novembre 2021 au plus tard.	A compter de la notification de l'accord-cadre au Titulaire
Elaboration et transmission du planning des interventions de maintenance préventive	3 semaines	A compter de la notification de l'accord-cadre au Titulaire
Interventions sur signalement de panne	24 heures ouvrées maximum  Délai renseigné par le Candidat dans l'Annexe 4 "Engagements sur les délais" de l'Acte d'engagement	A compter du signalement par appel téléphonique de l'Organisme au centre d'appel du Titulaire
Remise en service du matériel défectueux en intervention sur site	24 heures ouvrées	A compter de la réception de la demande d'intervention par le Titulaire
Remplacement par un matériel équivalent	Dans les conditions de l'article 7.4.4 du CCAP	A compter de la réception de la demande d'intervention par le Titulaire
Délai de mise en service d'une fontaine en cours d'exécution du marché	15 jours ouvrés	A compter de la réception du bon de commande par le Titulaire
Livraison des gobelets	6 jours ouvrés	A compter de la réception du bon de commande par le Titulaire
Déménagement d'une fontaine à eau	15 jours ouvrés	A compter de la réception du bon de commande par le Titulaire
Reprise des fontaines au terme du marché	15 jours ouvrés	A compter de la date de fin du marché

Conformément à l'article 27.2.1 du CCAG-FCS, le décompte du délai imparti au Titulaire pour répondre à une demande d'intervention ne court que pendant la période d'intervention définie à l'article 7.2 du présent CCAP.

## Article 14 : Pénalités

Les montants des pénalités s'entendent en euros HT, hors champ d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le Titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, indépendamment et cumulativement, il pourra être fait application des pénalités suivantes sans mise en demeure préalable

### 14.1 Pénalités de retard d'exécution du marché

Des pénalités s'appliquent lorsque tout délai contractuel prévu au présent accord-cadre est dépassé, sans mise en demeure préalable, par l'application de la formule suivante :

- **$P = (V \times R / 700) + (5 \times R)$**

Dans laquelle :

P = montant des pénalités

V = représente la valeur sur laquelle est calculée la pénalité

Cette valeur est égale à la valeur des prestations TTC en retard ou, exceptionnellement de l'ensemble du marché, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = Nombre d'heures ou de jours de retard.

Il sera tenu compte des sursis éventuellement accordés par l'Organisme.

### 14.2 Pénalités pour non-respect des délais d'intervention

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, la pénalité est égale à 20 (vingt) euros par heure de retard et s'applique sans mise en demeure préalable.

Les heures de retard se décomptent uniquement dans les limites de la période dite d'intervention.

### 14.3 Pénalités pour mauvaise exécution

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, la pénalité est égale à 20 (vingt) euros par jour de retard dans la bonne exécution de la prestation ; et s'applique sans mise en demeure préalable.

La bonne exécution des prestations s'interprète comme l'exécution de toutes les tâches mentionnées dans le CCTP.

## 14.4 Pénalités pour non-respect des délais de remise en service

Des pénalités s'appliquent sans mise en demeure préalable, par l'application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{30}$$

30

Dans laquelle :

P = montant des pénalités

V = représente la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de maintenance.

R = Nombre d'heures ou de jours de retard.

Par dérogation à l'article 14.2.2 du CCAG-FCS, l'indisponibilité débute à compter de la réception de la demande d'intervention pour une maintenance chez le Titulaire.

Par dérogation à l'article 14.2.5 du CCAG-FCS :

- Le seuil est fixé à 24 heures ouvrées pour une maintenance sur site.
- Le seuil est fixé à 2 jours maximum en cas de remplacement du matériel défectueux par son équivalent pour une maintenance chez le Titulaire.

## 14.5 Pénalités pour non-respect de la clause environnementale

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des conditions d'exécution de la clause environnementale imputable au Titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 50 euros H.T. par cas constaté.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de la clause environnementale, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 100 euros H.T. par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

## **Article 15 : Résiliation**

Il sera fait application des dispositions des articles 29 à 36 du CCAG-FCS.

En cas d'inexécution par le Titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire, l'Organisme peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du Titulaire selon les modalités prévues à l'article 36 du CCAG-FCS.

Dans l'hypothèse où la résiliation est précédée d'une mise en demeure, celle-ci est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. Le Titulaire disposera d'un délai de 15 jours à compter de la notification pour satisfaire à ses obligations.

En complément des dispositions de l'article 32 du CCAG-FCS, le marché peut être résilié de plein droit aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité dans les cas qui suivent.

De plus lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 du code du travail et après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que

celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le Titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

La résiliation aux torts du Titulaire ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles contre celui-ci si la non-exécution des prestations entraîne un préjudice pour l'Organisme.

En cas de résiliation de l'accord-cadre, l'Organisme se réserve la possibilité de résilier tout ou partie des bons de commande préalablement émis.

## **Article 16 : Assurance – Responsabilité**

Le Titulaire doit justifier qu'il dispose d'un contrat d'assurance en cours de validité couvrant ses responsabilités en cas d'accident, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages matériels causés au tiers à l'occasion des prestations objets du contrat. Ces dispositions complètent les dispositions prévues à l'article 9 du CCAG-FCS. Il est précisé que, pendant la durée de l'installation des équipements, le Titulaire est tenu responsable des détournements et dégradations de tous ordres aux matériels et ouvrages livrés.

## **Article 17 : Sous-traitance**

En cas de demande de sous-traitance, il sera fait application des dispositions légales et réglementaires en vigueur : la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance et le Code de la commande publique.

## **Article 18 : Règlement des litiges**

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre IV relatif à l'arbitrage du nouveau Code de la procédure civile.

Le tribunal compétent est le tribunal de l'ordre judiciaire dont dépend le siège de l'Organisme émetteur du bon de commande.

## **Article 19 : Dérogations au CCAG-FCS**

Articles du CCAP dérogeant au CCAG-FCS	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
3	4.1	Ordre de priorité des pièces contractuelles
7.1	10.1.4	Etendue de la maintenance
7.4.4	14.2.2	Maintenance chez le Titulaire : Début de l'indisponibilité
9.2.3	29 et 31	Clause de sauvegarde
13	14 et 14.1	Pénalités
13	14.2.5	Seuil d'indisponibilité